Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

La perte et la reconquête de la Guadeloupe en 1794

Jean Barreau

Numéro 28, 2e trimestre 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Barreau, J. (1976). La perte et la reconquête de la Guadeloupe en 1794. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (28), 13–49.
<https://doi.org/10.7202/1044049ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1976

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La perte et la reconquête de la Guadeloupe en 1794

par
Jean BARREAU.

AVANT PROPOS

En réclamant toujours de nouvelles têtes, Robespierre finit par perdre la sienne (28.7.74).

Aussitôt, tout s'apaisa en France. Au gouvernement tyrannique des Jacobins succéda celui des modérés, la République redevint bourgeoise et rassurante. Mais, loin de profiter de ce retour au calme, la Guadeloupe connut alors l'année la plus terrible de son histoire.

Il est vrai que, de part et d'autre de l'Atlantique, la situation était très différente.

En Europe, les armées de la Convention avaient repoussé les Coalisés loin des frontières. La Patrie n'était plus en danger et rien ne justifiait la prolongation d'une dictature féroce. La Nation réclamait l'apaisement.

Pour ne pas l'avoir compris, Robespierre fut renversé.

Aux Antilles, tout au contraire, l'ennemi était victorieux. Dans les premiers mois de 1794, les Anglais s'étaient emparés de la Martinique, de Sainte-Lucie et de la Guadeloupe. A leur suite, les contre-révolutionnaires avaient pris ces îles sous leur contrôle.

Il fallait donc mener à la fois une reconquête et une répression.

Robespierre était encore au pouvoir lorsque Victor Hugues, commissaire de la Convention, débarqua en Guadeloupe, le 2 juin 1794, avec un bataillon de « Sans Culottes » et une guillotine toute neuve.

Aussitôt, la « Terreur » jacobine trouva son second souffle pour accompagner une offensive audacieuse et victorieuse.

Le changement de gouvernement en France n'eut aucun effet sur les événements en Guadeloupe. Victor Hugues poursuivit son action avec la même fougue et les mêmes méthodes. Après sa victoire, il consolida encore sa dictature sanguinaire qui dura quatre ans.

Souvent, les livres d'histoire se contentent de résumer cette période en quelques lignes. Pourtant, les événements de 1794 en Guadeloupe méritent plus d'attention. Il faut lire et étudier les ouvrages des historiens locaux et notamment l'œuvre d'Auguste Lacour pour comprendre l'importance de cette année terrible dans l'histoire de la colonie.

On peut aussi recourir aux sources en analysant une nouvelle fois les archives, en lisant les rapports manuscrits de Collot, de Victor Hugues et de quelques autres qui furent les principaux acteurs ou les témoins du drame de 1794.

Ce faisant, on découvre des faits inédits et l'on suit mieux la séquence inexorable et dramatique des événements. Ces rapports, écrits le plus souvent en pleine tempête, ont des accents saisissants.

Malheureusement, il manque des témoignages, notamment ceux des victimes trop vite emportées dans le tourbillon des violences. Aussi convient-il d'apporter un soin particulier à l'interprétation des faits et au jugement des attitudes.

C'est justement une raison de plus de revoir cette page d'histoire en essayant moins de distribuer des louanges et des blâmes que de chercher à comprendre la conduite de ceux qui, d'un côté ou de l'autre, furent les acteurs de cette tragédie.

I. — *Les débuts de la Révolution en Guadeloupe.*

Le drame de 1794 en Guadeloupe n'éclata pas comme un orage dans un ciel serein. Depuis 1789, l'agitation révolutionnaire avait accumulé des nuages chargés de menaces et déjà quelques éclairs s'étaient produits.

Aussi, convient-il de rappeler la situation de la colonie dans les premières années de la Révolution.

Notons d'abord que, si la Métropole donna le branle à l'agitation politique et parvint à l'entretenir Outre-Mer, ce ne fut souvent que dans l'équivoque. En effet, le substrat révolutionnaire métropolitain n'avait pas de correspondance dans les colonies où le mécontentement et les rivalités étaient de nature différente.

En 1790, la Guadeloupe comptait environ 107.000 habitants mais seulement 17.000 « citoyens », 14.000 blancs et 3.000 libres. La masse des 90.000 esclaves, privée de droits civiques, se trouvait à l'écart du jeu politique mais constituait un immense problème dont la Métropole n'avait pas pleinement conscience et pour lequel la Révolution n'offrait pas de solution.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen, proclamée le 26 août 1789, stipulait que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». C'était le fondement de la nouvelle société bourgeoise. Pour être logique avec elle-même, celle-ci aurait dû proclamer aussitôt l'abolition de l'esclavage mais elle ne le fit que cinq ans plus tard et dans d'autres conditions. L'abolition des privilèges (4 août 1789) avait déjà montré que, de part et d'autre de l'Atlantique, la situation n'était pas la même et que les mesures radicales en Métropole n'avaient guère de signification aux Antilles. En Guadeloupe, les privilégiés étaient les « citoyens » et non les nobles qui, en petit nombre, ne bénéficiaient que d'avantages fiscaux. L'inadaptation des principes et des lois révolutionnaires aux colonies apparut dans toute son aberrance lorsque furent appliquées les règles démocratiques du pouvoir politique. En Guadeloupe, seuls les citoyens « privilégiés » votèrent et formèrent une « assemblée coloniale » dévouée à leurs intérêts. D'autant mieux que les instances nationales, conscientes du particularisme antillais, avaient cru bon de déléguer des pouvoirs quasi souverains aux « assemblées coloniales ». Dans ce domaine, la Révolution se faisait à contre-sens.

Le vide ou l'ambiguïté institutionnelle aux colonies fut

la cause d'un grand désordre et explique que les problèmes locaux ne se réglèrent qu'à coups de force, dans un sens ou dans l'autre.

Les forces en présence étaient presque exclusivement constituées de « blancs » puisque les « libres » ne représentaient qu'un tout petit nombre de citoyens et que les esclaves restaient en marge de la vie publique.

Entre « blancs », les querelles idéologiques étaient beaucoup moins profondes que les conflits d'intérêts.

Aussi, convient-il de considérer comme de simples étiquettes les titres de « patriotes » et d'« aristocrates » ou de « républicains » et de « royalistes ». Ne nous laissons pas abuser par ces mots sans signification réelle. Notons simplement qu'en période révolutionnaire ou même en période de simple tension politique, les partis se servent de ces titres comme armes psychologiques pour galvaniser leurs troupes ou pour jeter l'opprobre sur l'adversaire.

Les historiens ne doivent pas s'y tromper.

Nous avons dit que les « blancs » étaient surtout divisés par des questions d'intérêts et, pour prouver cette assertion, on peut citer le témoignage du commissaire Victor Hugues qui, dans sa lettre du 22 juillet 1794 adressée à la Convention, se félicite du moral de ses hommes venus d'Europe « mais, ajoute-t-il, il n'en est pas de même de la majorité des habitants de ce pays habitués à prendre les hommes pour les choses, ils se disent patriotes lorsqu'ils sacrifient tout pour leurs intérêts particuliers ».

De son côté, le gouverneur Collot n'est pas plus tendre en notant dans son « Précis des Événements... » cette petite phrase significative :

« ... dans un pays où il n'y avait d'autre esprit public que celui de l'intérêt... ».

Ainsi, les intérêts particuliers guidaient les choix politiques.

Chez les « blancs » de Guadeloupe, comme chez ceux des autres îles, on pouvait distinguer une rivalité entre la campagne et les villes.

Les campagnards, ou planteurs, étaient les plus nombreux mais sans doute les moins unis du fait de leur dispersion et de l'inégalité des fortunes.

Cependant, ils avaient en commun une mentalité de

propriétaires de terres et d'esclaves. Souvent enracinés dans le pays depuis plusieurs générations, ces planteurs, descendants d' « habitants » et de « colons », considéraient la Guadeloupe comme un bien ancestral et y étaient fort attachés. Ils se méfiaient du gouverneur et de l'administration royale et parfois les frondaient. L'exemple tout récent de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique (1783), à laquelle ils avaient apporté beaucoup d'appui, ne manquait pas de favoriser chez eux des aspirations à plus de libertés politiques et surtout économiques. Il est vrai que la Métropole considérait ses colonies sous l'angle du profit commercial et se souciait peu de leurs problèmes internes. En espérant augmenter leur influence sur le plan local par le simple jeu électoral, les planteurs pensaient mieux assurer l'ordre, leur propre sécurité et l'écoulement de leurs productions agricoles. Aussi accueillirent-ils avec faveur la Révolution bourgeoise, démocratique et libérale de 1789.

Les citadins : commerçants, artisans, employés et ouvriers auxquels se mêlaient les matelots, considéraient que leur infériorité numérique ne pouvait que les placer sous la dépendance des planteurs et restreindre leur participation aux affaires publiques. Or, ils avaient l'ambition de jouer un rôle plus important et aussi la crainte de voir leurs propres intérêts méconnus ou négligés. Aussi se raccrochaient-ils plus fermement à la Métropole pour bénéficier de son soutien et de sa protection.

En outre, moins enracinés dans le pays, moins conscients des problèmes posés par les esclaves, plus ouverts vers l'extérieur par les contacts entretenus avec les navigateurs et les voyageurs, plus unis dans leurs petites villes où ils pouvaient facilement s'organiser, ils se trouvaient disposés à former l'aile marchante de la Révolution, en union et fidélité avec la Métropole. Très vite, ils s'intitulèrent « patriotes » pour se distinguer de ceux qui le paraissaient moins.

Bien entendu, cette division entre les planteurs et les citadins comportait des exceptions. De plus, la rivalité entre les villes de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre créait un autre clivage.

Les intérêts commerciaux des deux ports étaient en concurrence et provoquaient des jalousies et des querelles.

Très vite, cette opposition eut des conséquences politiques. Quand l'une des villes manifestait des sentiments extrémistes, l'autre se montrait modérée et vice-versa.

Les gens de couleur « libres » étaient encore très peu nombreux.

Par intérêt, ils se rangeaient plutôt du côté des planteurs tant pour mieux se distinguer des esclaves que pour bénéficier d'un appui vis-à-vis des « petits blancs » des villes.

En Martinique, ce ralliement était apparu de façon bien nette lors de la lutte entre les « patriotes » de Saint-Pierre et les planteurs de la campagne. Ces derniers avaient embriqué les mulâtres qui formaient la majorité des gens de couleur libres. De leur côté, les « pierrotins » avaient fait appel aux « patriotes » de Basse-Terre conduits par Dugommier.

Avec la multiplication des affranchissements, les « libres » se répartirent plus également dans les deux camps, mais ce n'était pas encore le cas dans les débuts de la Révolution.

Les esclaves, privés de droits civiques, se trouvaient donc à l'écart de la vie politique. D'autant plus que les planteurs surveillaient de près leurs « ateliers » où la discipline restait ferme.

Les quelques révoltes d'esclaves furent vite réprimées. En contre-partie, les planteurs se servirent parfois de leurs « noirs » pour des manifestations de force. Plus tard, leurs adversaires trouveront aussi une troupe de manœuvre en débauchant les « ateliers ».

Mais, l'utilisation des esclaves pour les besoins de la lutte politique risquait de provoquer trop de débordements pour que les deux partis ne s'en soucient pas.

Même en apportant le décret de la Convention de février 1794, abolissant l'esclavage, Victor Hugues eut soin d'encadrer solidement les ci-devant esclaves, d'interdire des attroupements et de les renvoyer au « travail obligatoire ». Par contre, il sut en tirer profit en les amalgamant dans les bataillons de « sans culottes ».

Après ces considérations d'ordre général sur les forces en présence qui, rappelons-le, étaient peu nombreuses et divisées par des questions d'intérêt, il convient d'indiquer brièvement l'enchaînement des faits importants, notamment à partir de septembre 1792.

Avant cette date, le gouverneur, aidé par l'assemblée coloniale où les planteurs étaient en majorité, avait réussi à maîtriser l'agitation des « patriotes » de Basse-Terre, mais, d'année en année, la fièvre avait monté.

La mort du gouverneur Clugny (juillet 92), suivie par la chute de la Monarchie, connue en septembre, accéléra le processus révolutionnaire. Le vicomte d'Arrot, gouverneur par intérim, n'avait pas la même habileté et la même influence que son prédécesseur. En outre, il était mal vu à Pointe-à-Pitre alors que Clugny y avait des alliés. Au début d'octobre, la fausse nouvelle de la restauration du pouvoir royal causa une réaction en Guadeloupe et en Martinique. Sous « le Pavillon blanc » remis à l'honneur, tous ceux qui avaient plus ou moins déploré la chute de Louis XVI et qui craignaient surtout un radicalisme du nouveau régime, se liguèrent pour chasser les plus ardents des républicains. Inquiet mais impuissant, d'Arrot les laissa faire. Quand on apprit bientôt que la nouvelle du rétablissement du roi était fausse, la réaction était déjà trop compromise pour abandonner le pouvoir.

En Martinique, la situation évoluait de la même façon, si bien que les trois commissaires envoyés par le dernier gouvernement de la « Législative » Rochambeau pour la Martinique, Collot pour la Guadeloupe et Ricard pour Sainte-Lucie, ne purent débarquer aux Iles du Vent et se réfugièrent à Saint-Domingue.

Peu après, un messager de la Convention, le lieutenant de vaisseau Lacrosse, fut également prié de s'éloigner mais au lieu de gagner Saint-Domingue, il préféra s'établir à la Dominique puis à Sainte-Lucie pour rester en contact avec les « patriotes » de la Guadeloupe et de la Martinique et favoriser leur soulèvement.

Il y réussit car la réaction, mal conçue et conduite sans détermination, s'effondra dans les deux îles à la fin du mois de décembre.

En Guadeloupe, d'Arrot n'avait pas su profiter de toutes les forces dont il disposait pour réprimer la révolte des « patriotes » de Pointe-à-Pitre.

Peut-être sentait-il aussi le danger de sa situation car il se trouvait lui-même en état de rébellion vis-à-vis de la Convention et ne pouvait être secouru que par les Anglais et les contre-révolutionnaires.

Après un simulacre de combat dans la rade de Pointe-à-Pitre, il préféra se retirer en entraînant dans l'exil la plupart des officiers et sous-officiers du régiment de la Guadeloupe, des notables et un bon nombre de planteurs accompagnés de leur famille et de leurs esclaves.

Comme la réaction royaliste venait aussi d'échouer en Martinique, les exilés volontaires se fixèrent dans d'autres îles et notamment à la Trinité (1).

Lacrosse, reconnu comme « commandant des Îles du Vent » en l'absence de toute autre autorité, débarqua à Pointe-à-Pitre dans les premiers jours de janvier 1793. Il y reçut un accueil enthousiaste.

En quelques semaines, toutes les institutions de l'ancien régime furent balayées. Au chant de la « Marseillaise », de la « Carmagnole » et du « ça Ira », les « patriotes » plantèrent des arbres de la liberté, fondèrent des clubs, entreprirent l'éducation politique des noirs, séquestrèrent les biens du clergé, des religieux et des émigrés et firent la chasse aux « aristocrates »

Dans ce climat où la « Terreur » commençait à faire son apparition, où déjà, des arrestations de « suspects » s'effectuaient accompagnées de quelques violences, les élections donnèrent le pouvoir aux plus extrémistes des républicains, c'est-à-dire aux « montagnards ». Une « commission générale et extraordinaire » remplaça l'assemblée coloniale. Lacrosse fut nommé gouverneur de la Guadeloupe tout en gardant son autorité sur les autres îles

On avait oublié les trois commissaires réfugiés à Saint-Domingue.

Rochambeau se présenta le premier et s'entendit avec Lacrosse pour occuper son poste en Martinique.

Collot, un peu retardé, ne débarqua que le 6 février à Basse-Terre.

Les « montagnards » de Guadeloupe ne voulaient pas de ce gouverneur dont les sentiments républicains leur paraissaient trop tièdes.

En fait, le général Collot était un modéré, désigné du temps de la Législative, soucieux d'ordre et de paix et opposé aux méthodes jacobines. La « montagne coloniale » sentait bien qu'avec ce gouverneur elle risquait de perdre son influence. Aussi demanda-t-elle à garder Lacrosse mais, sur l'intervention de Rochambeau, celui-ci céda la place en prétextant que le général Collot, de l'armée de terre, était mieux désigné que lui, officier de marine, pour organiser la défense de la

(1) Alors colonie espagnole.

Colonie. La nouvelle de l'entrée en guerre de l'Angleterre arrivait à point pour appuyer cet argument.

La « commission » montagnarde s'inclina mais affecta de ne considérer Collot que comme commandant militaire, pensant se réserver ainsi la réalité du pouvoir politique.

L'équivoque dura toute l'année 1793 avec des moments de crise aigüe.

En avril, l'assassinat de dix-neuf blancs à Trois-Rivières par deux cent quarante-trois noirs conduits par un nommé Jean-Baptiste constitua une première épreuve de force entre les montagnards qui soutenaient les assassins et le gouverneur qui, les ayant lui-même désarmés, ne put obtenir de la commission leur incarcération.

En juin, Collot s'opposa à la vague d'arrestation lancée par le comité de Sûreté de la commission montagnarde. Il dut cependant transiger et accepter l'internement au fort Saint-Charles de quarante-trois « suspects » dont des planteurs, des officiers et des sous-officiers. Ces derniers auraient mieux fait de choisir l'exil comme leurs camarades que de rester en Guadeloupe.

En juillet, des planteurs, incarcérés à Pointe-à-Pitre, furent sauvagement assassinés malgré l'intervention du maire Courtois et du commandant en second Lafolie. Ainsi disparut sous les poignards d'une foule excitée le sieur D'Othemar, ancien maire des Abymes.

En août, une révolte d'esclaves à Sainte-Anne fit découvrir une manœuvre montée par le citoyen Sabathier-Saint-André, jacobin notoire, Collot voulut l'arrêter mais le comité de Sûreté s'y opposa. Bien mieux, le provocateur fut nommé président de la commission générale et extraordinaire, entièrement aux mains des adversaires du gouverneur.

Mais, les excès des extrémistes finirent par inquiéter la municipalité de Basse-Terre. Déjà, fort habilement, Collot avait réussi à envoyer en France, avec le titre de député, le maire Pautrizel, leader des montagnards locaux.

Sentant le vent tourner à Basse-Terre, la commission décida d'aller siéger à Pointe-à-Pitre.

De là, elle lança les pires accusations contre le gouverneur.

Malgré les conseils de prudence de son entourage, Collot se rendit à Pointe-à-Pitre pour se défendre. Son entrée dans la salle de la commission fut saluée par des cris hostiles, mais

le gouverneur, gardant tout son sang-froid et faisant preuve à la fois de courage et d'habileté, désarma l'accusation et présenta des réponses si fermes et pertinentes qu'il réussit à retourner le public et à mériter ses applaudissements. La séance fut levée dans la confusion et Collot rentra à Basse-Terre avec l'auréole d'un regain de prestige (21 décembre).

Mais, les montagnards ne pouvaient rester sur cet échec. Aussitôt, la commission décida de destituer le gouverneur et de se transformer en « corps révolutionnaire » doté des pleins pouvoirs.

Les derniers ponts étaient coupés entre Pointe-à-Pitre occupée par la « Montagne », et Basse-Terre ralliée au gouverneur.

Peut-être aurait-il suffi d'une contre-offensive de Collot pour rétablir la cohésion de la colonie car les événements du 21 décembre avaient prouvé que même dans leur fief, les montagnards n'étaient pas les maîtres incontestés.

Toutefois, la terreur qu'ils inspiraient demeurerait puissante et, nous l'avons dit, Collot n'était pas partisan du coup de force. Il eut tort.

Ainsi s'achevait l'année 1793 dans l'anarchie et la peur.

II. — *Les préparatifs de défense de la colonie.*

(janvier-mars 1794)

Depuis son arrivée dans la colonie et malgré toutes les difficultés qu'il avait rencontrées sur le plan politique, le général Collot avait établi un plan de défense et tenté de renforcer ses forces.

Au début de 1794, sous la menace de plus en plus précise d'une attaque anglaise, il hâta les préparatifs mais, une nouvelle fois, les montagnards s'interposèrent. Ils envoyèrent à Basse-Terre une bande de marins avec la mission d'y semer le désordre. En quelques jours, l'entreprise réussit et reçut le renfort des extrémistes du lieu et d'un groupe de canonniers. Cette troupe nombreuse et bien armée tenta de se faire ouvrir les portes du fort Saint-Charles pour massacrer les « royalistes » qui y étaient enfermés.

Le commandant du fort, le brave Ducomet, fit lever le pont levis et mit la garnison en alerte. Comme il ne disposait que d'une compagnie, il arma les prisonniers en leur faisant

promettre de regagner leurs cellules après le règlement de l'affaire : mais, les émeutiers revinrent avec des canons pour abattre les portes. Il fallut que le gouverneur et le procureur Babut se jettent devant eux, au péril de leur vie, pour qu'ils consentent enfin à se retirer (11 février 1794).

Dans son « Histoire de la Guadeloupe », Auguste Lacour décrit ces événements avec beaucoup de détails et fait remarquer la belle conduite de Collot et de la poignée de ses fidèles : Ducomet, Babut et le maire Albert, tous bons républicains et ennemis du désordre.

Il signale qu'un des marins qui avait menacé Collot de l'égorger, revint le lendemain pour dire au gouverneur :

« Citoyen gouverneur, je quitte la Basse-Terre mais je ne voulais pas retourner à Pointe-à-Pitre sans vous faire mes excuses. Il faut que je vous le dise : j'avais promis d'apporter votre tête à Pointe-à-Pitre. Mais je vois que vous êtes un brave homme et je suis prêt à sacrifier ma vie pour vous ».

Cette attitude n'était pas surprenante car, manifestement, le petit groupe de montagnards de Pointe-à-Pitre s'était livré à une propagande mensongère faisant croire que Collot trahissait la Convention, protégeait les contre-révolutionnaires et était prêt à livrer la colonie aux Anglais. Parmi les chômeurs et les aventuriers qui peuplaient en partie Pointe-à-Pitre et dont le nombre s'était accru d'un contingent d'extrémistes venus d'autres îles, cette propagande trouvait facilement des adhérents mais non de véritables militants. Il suffisait qu'un officier comme Collot, ayant la pratique de la troupe, ose s'adresser à eux avec courage et dignité pour que ces gens très excités soient ramenés au calme et qu'ils reconnaissent leur erreur.

Cette affaire du fort Saint-Charles, succédant à celle de Pointe-à-Pitre où Collot s'était fait applaudir en pleine assemblée montagnarde, rehaussa l'influence du gouverneur et l'encouragea à poursuivre ses préparatifs de défense.

Revenons un peu en arrière pour examiner le plan de Collot.

Dans un mémoire daté du 25 juin 1793 le gouverneur écrit :

« Tout homme de guerre qui a examiné avec attention la nature du terrain de la Guadeloupe doit être convaincu que la partie de la Grande-Terre ne peut opposer aucune résistance contre une attaque dirigée avec des forces de quelque importance »

Aussi, Collot se borna-t-il à ne disposer en Grande-Terre que quelques batteries côtières dotées de redoutes servant de réduits « contre l'insurrection des esclaves ».

Seule, la rade de Pointe-à-Pitre pouvait être bien défendue par trois positions d'artillerie croisant leurs feux :

- la première au fort Fleur-d'Épée (18 canons) ;
- la seconde à l'îlet à Cochons (8 canons et 2 mortier) ;
- la troisième à la Pointe Bacchus (Petit-Bourg : 6 canons).

Toutefois, l'essentiel du dispositif de défense devait couvrir Basse-Terre en profitant des facilités offertes par le terrain.

Collot choisit de constituer un grand centre de résistance limité à l'Est par la rivière de Bananier et à l'Ouest par la rivière du Plessis (entre Baillif et les Habitants).

Au milieu, le plateau du Palmiste (1) formait une sorte de citadelle où la population pouvait trouver refuge.

Cette position était défendue par sept batteries, approvisionnées en vivres et munitions, dotées de fours, de parcs à bestiaux et d'un hôpital de campagne.

Le fort Saint-Charles, « quel que soit le mauvais état de cette place », constituait un point d'appui secondaire .

Ailleurs, des batteries isolées, des retranchements et des redoutes ceinturaient le dispositif de défense.

Sur le plan des effectifs, la ressource était maigre. En arrivant dans la colonie, Collot n'avait trouvé que cent quarante-quatre hommes au régiment de la Guadeloupe (2), vingt-sept au bataillon du Forez et quelques canonniers.

Un de ses premiers soins fut d'ordonner la constitution d'une compagnie de dragons par paroisse et d'un bataillon de « Gardes nationales » à six compagnies totalisant quatre cent six hommes.

En outre, la création de deux compagnies de chasseurs noirs (cent trente-quatre hommes) était prévue.

Malgré ces faibles moyens, Collot paraissait confiant. Il accordait beaucoup de valeur à la position du Palmiste.

(1) Au-dessus du bourg actuel de Goubeyre.

(2) Ce régiment comptait encore 1.148 hommes en juillet 1792. La plupart des officiers, des sous-officiers, choisirent l'exil en décembre et une partie de la troupe se dispersa.

« Nous pouvons assurer que ce poste doit être regardé comme inattaquable... à plus forte raison s'il est défendu par des hommes courageux et d'une grande résolution ».

Malheureusement, ce fut le courage et la résolution qui manquèrent.

En janvier 1794, on apprit l'arrivée à la Barbade d'une expédition anglaise conduite par l'amiral Jervis. C'était, comme en 1703 et en 1759, l'annonce d'une attaque très prochaine. En effet, dès le 5 février, 30 bâtiments de guerre et des navires transportant six mille hommes se présentèrent devant la Martinique. Les Anglais débarqués en trois points, firent converger leurs colonnes sur Fort-de-France où Rochambeau s'enferma et résista jusqu'au 23 mars.

Un jeune mulâtre, nommé Magloire Pélage, se distingua si bien durant le siège que Rochambeau nota dans son journal des événements :

« La conduite de Pélage, homme libre de couleur, mérite les plus grands éloges et l'attention particulière de la République »

On retrouvera Pélage comme capitaine à Sainte-Lucie en 1795 puis comme chef de brigade en Guadeloupe, en 1802.

La belle défense de la garnison de la Martinique lui mérita les honneurs de la guerre, elle sortit libre, partit en France tandis que Rochambeau s'exilait aux Etats-Unis (1).

L'attaque de la Martinique aurait dû susciter en Guadeloupe le sursaut patriotique que Collot espérait. Il n'en fut rien.

Loin d'aider le gouverneur, les montagnards de Pointe-à-Pitre continuèrent à gêner les préparatifs de défense.

Ils crièrent partout que la menace anglaise n'était qu'un mensonge servant au gouverneur à lever des troupes pour son propre usage.

Un capitaine de corsaire, nommé Ferey, a laissé un rapport où l'on peut lire :

« Nous sommes venus relâcher à Pointe-à-Pitre ; me transportant de suite au comité de sûreté pour y faire une déclaration, ma première parole fut de leur annoncer qu'une escadre anglaise devait être en route pour les attaquer. Aussitôt on m'imposa silence avec ordre de ne répondre qu'aux

(1) Où son père avait combattu aux côtés de La Fayette durant la guerre d'Indépendance.

questions qui me seraient faites... Je fus regardé comme un imposteur pour avoir annoncé cette nouvelle à quelques citoyens avant que d'entrer au dit comité de sûreté ».

L'historien Lacour écrit à ce sujet :

« Les montagnards rejetèrent comme un fable l'arrivée d'une flotte anglaise aux Antilles avec des troupes de débarquement. Verdelet, ex-président du comité du Sûreté, en recevant la circulaire de Collot écrivit en bas : Cette nouvelle est fausse, c'est une nouvelle fabriquée par le gouverneur ».

Le commandant en second Lafolie, représentant le gouverneur en Grande-Terre se trouvait en lutte aux tracasseries des montagnards qui s'opposaient, plus ou moins ouvertement, à l'exécution des mesures de défense.

Estimant que les garnisons du fort Fleur d'Épée et de l'îlet à Cochons constituaient une menace dirigée contre eux, ils les firent désarmer en partie.

Cependant, les citoyens de Pointe-à-Pitre ne pouvaient plus être trompés sur la vraie nature de la menace. Trop de navires étaient arrivés au port avec la nouvelle de l'attaque de la Martinique pour que celle-ci soit ignorée. Personne ne comprenait l'attitude des montagnards qui continuaient à nier l'évidence. Aussi, quelques hommes décidés prirent les armes, se rendirent au corps révolutionnaire et exigèrent des explications. Les montagnards, apeurés, cherchèrent à négocier, jurèrent qu'ils avaient été mal compris et obtinrent des manifestants que ceux-ci aillent déposer leurs armes. Ceci fait, ils se précipitèrent sur eux pour les arrêter.

Telle était l'ambiance à Pointe-à-Pitre où un noyau d'extrémistes ne se maintenait au pouvoir que par la « Terreur » et les procédés les plus hypocrites. A Basse-Terre, au contraire, le conseil général de la commune avait pris le parti de soutenir Collot.

Dans une proclamation adressée « à tous les républicains français de la colonie » et plus spécialement aux « braves sans-culottes », le conseil leur lançait cet appel :

« Venez, vous trouverez au milieu de nous union, fraternité, valeur et résolution inébranlable de s'ensevelir sous les ruines de la colonie plutôt que de la laisser raver, par qui que ce soit, à la République française, une et indivisible ».

En fait, les partisans du gouverneur qui osaient afficher cette volonté de résistance, n'étaient pas nombreux.

Leur influence ne dépassait guère les quartiers de Basse-

Terre et de Trois-Rivières. Ailleurs, le découragement ruinait l'esprit de défense. Ainsi, Collot reçut ce billet des habitants du Lamentin :

« Ne cherchez pas à combattre, nous sommes déjà vaincus ».

Analysant, plus tard, les causes de la perte de la colonie, Collot écrit dans son rapport à la Convention (1) :

« Tous les habitants, sans distinction d'opinions, ne se voyant ni protégés, ni défendus contre l'ennemi du dedans et du dehors, n'ayant aucun débouché pour leurs productions, mourant de faim au milieu des richesses, se voyant sans cesse pillés et égorgés par des scélérats, au nom de la République, ne pouvaient, naturellement, que désirer un autre état de chose, et ces mêmes hommes qui, six mois auparavant, eussent tout sacrifié et combattu pour la Métropole, me déclarèrent franchement que puisque la France avait renoncé à ses colonies, ils préféraient passer sous une domination quelconque que de devenir les victimes de terroristes ou les esclaves des noirs ».

Ce texte est important, il montre bien qu'entre les trois maux qu'ils ne pouvaient plus écarter : la terreur sanguinaire des montagnards, la menace d'un soulèvement d'esclaves favorisé par l'anarchie et l'invasion anglaise, la plupart des habitants (2) préféraient cette dernière solution.

C'est pourquoi ils n'apportèrent à Collot qu'un appui de pure forme ou pactisèrent aussitôt avec l'envahisseur.

Le gouverneur ne devait se faire aucune illusion sur sa capacité de défense. Seul l'honneur lui commandait de s'opposer aux Anglais.

Ainsi prit-il les dernières mesures d'alerte ainsi que les précautions exigées par la situation. Les quelques deux cents assassins de Trois-Rivières (avril 93) qui rôdaient encore à Basse-Terre furent arrêtés et enfermés au fort Saint-Charles. La population fut conduite au plateau du Palmiste et tous les hommes durent rejoindre leurs postes de combat.

Les montagnards de Pointe-à-Pitre préférèrent s'enfuir.

Quatre des plus influents furent arrêtés à l'îlet à Fajou au moment où ils allaient s'embarquer sur un navire étranger.

Il n'y avait plus d'opposition jacobine organisée, mais il était trop tard pour ranimer l'esprit de défense.

(1) « Précis des événements... » publié en 1795 aux Etats-Unis.

(2) C'est-à-dire des « blancs ».

III. — *L'attaque et l'occupation anglaises.*

(avril-mai 1794)

L'opposition des montagnards et le découragement d'une grande partie des modérés n'avaient pas permis de lever des troupes en nombre suffisant ni des les instruire et de les équiper correctement.

Collot ne disposait que de cent-vingt « gardes nationales », deux cent vingt chasseurs noirs commandés par Louison, environ cent-quarante soldats du régiment de la Guadeloupe, vingt-sept du bataillon du Forez et cent canonniers « travaillés par les factieux ».

Le 7 avril, les troupes venaient de rejoindre leurs postes de combat lorsque le bruit d'un soulèvement des noirs agita tous les quartiers, « ce qui d'après Collot, acheva de jeter partout le découragement ».

Il est probable que ce bruit avait été lancé par les montagnards qui, n'osant plus agir en force, se livraient à l'action psychologique pour semer le trouble et affaiblir la défense.

Le 9 avril, une flotte anglaise comptant cinquante-deux voiles vint croiser dans le canal des Saintes. La garnison de ce petit archipel se rendit sans résister bien que chaque canon avait cent-cinquante coups à tirer. En d'autres temps, les Saintes s'étaient défendues vaillamment, à un contre dix, mais, cette fois, le découragement était trop répandu et trop profond.

Le 12 avril, la flotte anglaise se présenta devant Pointe-à-Pitre. Un détachement, débarqué au Gosier, marcha sur le fort Fleur d'Épée, s'en empara et massacra une bonne partie des défenseurs. La nouvelle de cette cruauté provoqua la panique au fort Louis et à l'îlet à Cochons, les canonniers abandonnèrent leurs batteries ou se rendirent sans opposer de résistance.

L'ennemi prit Pointe-à-Pitre et, aussitôt, étendit son contrôle sur l'ensemble de la Grande-Terre.

Collot donna l'ordre à Lafolie de résister en Grande-Terre et à l'adjutant-général Duc de garder le passage de la rivière du Coin de façon à barrer le chemin menant à la Capesterre.

Ces ordres furent inutiles car personne ne voulait se battre.

Les Anglais débarqués à Petit-Bourg, reçurent bon accueil des habitants et progressèrent vers le Sud.

Les montagnards et leurs adeptes fuyaient devant l'ennemi en semant partout l'agitation et la panique. Loin de tenter de résister, ils incitaient les « chasseurs noirs », postés à Bananier, à se replier sans combattre. Ce qui fut fait (14 avril).

Poursuivant leur retraite, ils arrivèrent à Basse-Terre et tentèrent encore de pénétrer au fort Saint-Charles pour délivrer les assassins de Trois-Rivières et massacrer les prisonniers royalistes. Collot dut prélever deux compagnies pour renforcer la garnison du fort alors que les Anglais, débarqués à la Grande-Anse de Trois-Rivières, menaçaient directement le réduit du Palmiste (16 avril). Il n'y eut aucune résistance sérieuse. Le 17, un autre détachement anglais débarqué près de Baillif, repoussa facilement les compagnies de dragons et de gardes nationales et, passant par les hauteurs, s'empara du Parc (Matouba). L'étau se resserrait sur le Palmiste où l'agitation était grande.

D'autant plus que les fuyards de Pointe-à-Pitre pillaient les maisons de Basse-Terre et y mettaient le feu. La population réfugiée dans la montagne, voyait ses biens disparaître alors que toute résistance paraissait déjà inutile.

Les autorités civiles pressaient Collot de capituler mais celui-ci n'y était pas encore disposé. Le 18, il reçut une sommation anglaise ordonnant de livrer sur le champ le fort Saint-Charles, le Houelmont et le Palmiste.

Le 19, les autorités civiles insistèrent et obligèrent le gouverneur à demander une suspension d'armes mais celle-ci ne parvint pas au général Grey. Les troupes anglaises envahirent le morne Houel et le Palmiste.

Les négociations débutèrent le 20 avril. Collot, Ducomet et le colonel Armand refusaient de se rendre « à discrétion » et demandaient à bénéficier des honneurs de la guerre. Cet avantage fut obtenu par l'entremise des prisonniers royalistes du fort Saint-Charles qui n'oubliaient pas que Ducomet leur avait sauvé la vie.

Le 22 avril, ce qui restait des troupes régulières, sortit du fort Saint-Charles et fut embarqué pour la France. Deux jours après, Collot gagnait les Etats-Unis où il allait mener une existence difficile jusqu'à ce qu'en 1800, le premier Consul reconnaissant ses mérites, le fera venir en France et le rétablira dans son grade mais il mourra presque aussitôt.

La conduite de Collot a souvent fait l'objet de vives

critiques. On lui a surtout reproché sa faiblesse en oubliant l'attitude très courageuse qu'il manifesta en plusieurs circonstances tant pour s'opposer aux excès des montagnards que pour sauver l'honneur des armes.

Collot savait que sa conduite serait blâmée, aussi plaça-t-il en tête de son rapport à la Convention cette pensée :

« La Vérité n'a qu'une voix, l'injustice en a mille ».

Ce rapport est un plaidoyer, il débute par ce paragraphe où la position difficile du gouverneur est bien expliquée :

« Réduit à mes seuls moyens, il m'a fallu pendant l'espace de treize mois combattre les diverses factions, les enchaîner ; trop heureux d'avoir pu garantir la Guadeloupe d'une destruction totale et de pouvoir dire maintenant avec orgueil qu'administrateur sous la tyrannie de Robespierre, sans argent, sans troupes, sans marine, sans lois, sans guide, au milieu des haines et des passions, à une distance immense du foyer des lumières, dans un pays où il n'y avait d'autre esprit public que celui de l'intérêt, où il y avait autant d'opinions que de nuances dans les couleurs, j'ai eu la fermeté, au péril de ma vie, avec la certitude d'être sacrifié, si le tyran eut vécu, d'agir dans un sens opposé à ses principes féroces, et de devancer le règne de la raison, de la justice et de l'humanité ».

En effet, on peut rendre cette justice à Collot. Sans moyens ni soutien, il chercha à établir dans la colonie les institutions démocratiques, à prêcher la réconciliation, à lutter contre les extrémistes et l'ennemi extérieur. Peut-être fut-il seulement trop honnête et trop scrupuleux.

Après le départ de Collot, les Anglais laissèrent les contre-révolutionnaires faire la chasse aux républicains les plus ardents. À peine vidées des royalistes, les prisons se remplirent de leurs ennemis mais il n'y eut pas trop de violences. Il serait inexact de parler de « Terreur blanche » succédant à celle des montagnards. D'ailleurs, cette réaction fut de bien courte durée.

IV. — *Les débuts de la reconquête républicaine.*

(juin-juillet 1794)

Après la première réaction contre-révolutionnaire (octobre-décembre 1792) il ne restait que fort peu de forces militaires aux Iles du Vent. Nous avons vu que le régiment de la Guadeloupe avait perdu 87 % de ses effectifs.

Le ministre de la Marine en était conscient mais écrivait le 2 février 1793 à l'administration de Sainte-Lucie :

« Je trahirais mon devoir si je vous cachais que dans le moment actuel, la République ne peut envoyer des secours aux Îles du Vent... ».

En effet, la situation intérieure et extérieure en Métropole était alors extrêmement grave. La Vendée se soulevait, des troubles éclataient en d'autres points et l'ennemi franchissait les frontières.

En juillet 1793, le général Dugommier en service à Paris, avait adressé deux mémoires au ministre pour tenter de sauver les Antilles en y envoyant quatre à cinq mille hommes d'infanterie, quelques compagnies d'artillerie et de bons vaisseaux. Il proposait de trouver lui-même des volontaires et des « cadres de talent », mais son intervention n'eut pas de suite.

De leur côté, Rochambeau et Collot insistaient pour obtenir des renforts mais en vain.

Il fallut attendre le début de 1794 et l'amélioration de la situation en Métropole pour qu'une expédition, préparée à Rochefort, fut dirigée sur les Antilles. Placée sous les ordres du capitaine de vaisseau Leissegues, elle comprenait deux frégates (la *Pique* et la *Thétis*), un brick et six navires transportant mille deux cents à mille trois cents hommes : (un bataillon de Sans-Culottes commandé par Boudet) ; une compagnie de ligne ; deux batteries d'artillerie (Pelardy).

L'état-major comprenait le général de division Aubert, le général de brigade Cartier et l'adjutant-général Rouyer, tous trois destinés à prendre des commandements. Enfin, deux commissaires civils faisaient partie de l'expédition : Pierre Chrétien et Victor Hugues.

Nous ne parlerons pas du premier sinon pour déplorer sa disparition très rapide. En effet, le commissaire Chrétien mourra peu après son débarquement en Guadeloupe en laissant le souvenir d'un homme courageux et avisé. Son collègue Victor Hugues, dont la Guadeloupe garde un grand souvenir, était âgé de 31 ans. Né à Marseille dont il conservait l'accent, il avait vécu à Saint-Domingue et connu une belle fortune dans le commerce mais l'insurrection des noirs avait ruiné ses affaires. Revenu en Métropole, Hugues s'était présenté au ministre de la Marine pour offrir ses services, puis avait été nommé accusateur public à Rochefort et à Brest. C'était un homme de petite taille, laid, mal tenu et très grossier dans ses propos.

Acquis aux idées jacobines et dépourvu de scrupules, il représentait le type même du montagnard autoritaire et impitoyable. Mais, le trait le plus profond de son caractère était sans doute sa haine des Anglais. Cette haine farouche guidait son action, armait son bras, occupait toujours son esprit. Chez lui, tout était tendu vers la destruction de l'ennemi et des traîtres.

Mais, cet homme qui allait recevoir le titre de « Robespierre des Antilles » n'était pas incorruptible. Derrière le commissaire inflexible se cachait toujours l'ancien commerçant. La guerre, et notamment la guerre de course, allait assouvir sa haine mais aussi arrondir sa fortune.

L'expédition quitta l'île d'Aix le 23 avril et arriva au vent de la Désirade dans la matinée du 2 juin.

Un officier, envoyé en canot à Saint-François pour s'informer de la situation en Guadeloupe, revint en annonçant que l'île était anglaise et solidement tenue. Toutefois, la flotte ennemie se trouvait en Martinique et incapable d'intervenir avant plusieurs jours.

Les instructions du ministre de la Marine permettaient de gagner les Etats-Unis et de retourner en France au cas où il serait impossible de débarquer mais Victor Hugues s'opposa à cette solution. « Allons à terre ! s'écria-t-il, le fait que les Anglais sont arrivés avant nous ne peut nous empêcher de débarquer ».

Leissegues conduisit la petite flotte au Gosier et fit descendre les troupes à la pointe des Salines. De là, elles gagnèrent rapidement le bourg et s'y installèrent avant que l'ennemi ait eu le temps de réagir.

Dans une lettre du 17 juin, adressée au comité de Salut Public, Victor Hugues écrit :

« Notre arrivée en cette colonie tient du prodige ».

On doit reconnaître que l'entreprise était périlleuse et qu'il fallait certainement beaucoup d'ardeur et de courage pour l'engager de prime abord avec un seul bataillon et quelques canons.

Ce fut cette force morale qui surprit l'adversaire. Jamais les Anglais et les habitants des îles n'avaient vu débarquer une petite troupe aussi vaillante et décidée.

Aussitôt, l'ennemi partit se réfugier dans le fort Fleur-d'Epée avec l'intention de barrer le chemin de Pointe-à-Pitre.

En disposant dans ce fort de neuf cents hommes et de

dix-sept pièces d'artillerie, il aurait pu résister victorieusement mais, dans la nuit du 6 au 7 juin, « sans autre ustensile de siège que les baïonnettes et d'autres remparts que leurs corps » (1), les Sans-culottes conduits par Aubert et par le commissaire Chrétien, s'élancèrent à l'assaut et, malgré la perte de quatre-vingt-dix tués et blessés, enlevèrent rapidement cet ouvrage important.

Les Anglais et leurs alliés s'enfuirent en abandonnant toutes les autres positions du quartier. Ils passèrent en désordre la rivière Salée et s'entassèrent si bien sur le bac qu'il chavira. Beaucoup de fuyards périrent noyés.

Rejoignant ses troupes sur le chemin de Pointe-à-Pitre, Victor Hugues fit son entrée en ville le 7 juin. De son côté, Leissegues conduisit sa petite flotte dans le port et eut soin de fermer les passes derrière lui en y coulant de vieux navires.

Aussitôt, les « patriotes » emprisonnés furent délivrés. Ils crurent pouvoir récupérer leurs marchandises que les Anglais avaient saisies mais Victor Hugues mit la main sur tous les entrepôts et sur les quatre-vingt-sept navires mouillés en rade. Tout devait contribuer à l'effort de guerre.

Les « montagnards » venus de Métropole étaient d'une espèce bien différente de celle qui avait tenu tête au gouverneur Collot. Il ne s'agissait plus de défendre des intérêts particuliers face aux planteurs, mais de servir la République en chassant les Anglais et en punissant les traîtres.

Un des premiers soins de Victor Hugues fut de publier le décret de la Convention abolissant l'esclavage (2).

Il en profita pour proclamer que, si les citoyens blancs devaient offrir à leurs frères de couleur et aux noirs un travail convenablement rémunéré, ces derniers avaient aussi l'obligation d'assurer leur subsistance et de concourir au soutien de la Patrie.

Cependant, il dut éprouver quelques déceptions car, dans une lettre au comité de Salut Public, rédigée quelques jours après, il écrit :

« Nous avons proclamé le décret sur la liberté des nègres, ce décret loin de nous procurer des ressources nous les ôte entièrement vu le peu d'instruction qu'ont nos frères des colo-

(1) Suivant les termes du rapport de Victor Hugues.

(2) Décret du 4 février 1794.

nies. Néanmoins, il faut espérer que des mesures prudentes et sévères leur feront sentir le prix de la liberté ».

Dans une autre lettre, datée du 22 juillet, il note :

« Les noirs qui, par ignorance, ne pensent jamais au lendemain, consomment tous les vivres de terre et ne veulent pas en planter ».

Evidemment, il était difficile de faire admettre aux « ci-devant esclaves » que la liberté ne les dispensait pas de travailler comme autrefois et peut-être davantage en raison de l'effort de guerre. Cependant, Victor Hugues réussit tant bien que mal à réanimer l'activité agricole et à encadrer les noirs sur les lieux d'exploitation. A l'esclavage fut substitué un système de travail obligatoire presque aussi contraignant.

Mais, au début de juin, la petite expédition républicaine ne tenait encore qu'une tête de pont assez réduite. D'ailleurs, elle ne disposait pas de forces suffisantes pour étendre son contrôle au-delà du fort Fleur d'Épée, de la ville de Pointe-à-Pitre et du bourg de Abymes.

Les canons des frégates avaient été démontés pour armer des batteries à l'îlet à Cochons et à Darboussier (1). Les matelots débarqués étaient venus renforcer les postes à terre. Toutefois, Leissegues avait armé en canonnières quelques petites embarcations pour contrôler la rade et appuyer la défense de la ville. Il était temps car, le 10 juin, la flotte anglaise de l'amiral Jervis débarqua deux mille hommes au Gosier et un détachement vers Petit-Bourg.

Aussitôt, le fort Fleur d'Épée subit une première attaque mais tint bon. L'ennemi s'installa en face, sur le morne Mascot, et s'y retrancha.

Sur l'autre front, les Anglais vinrent placer des batteries d'artillerie au morne à Savon et au moulin Saint-Jean (2). En arrière, ils établirent un camp important à l'habitation Berville (Houelbourg).

L'étai se resserrait sur la petite tête de pont républicaine.

Dans les derniers jours de juin, voulant rompre l'encerclement, Victor Hugues fit attaquer le morne Mascot ; à deux reprises, les Anglais repoussèrent les « Sans-Culottes » en leur

(1) A l'emplacement de l'usine actuelle.

(2) Pointe Jarry.

causant la perte de quatre cent-dix tués et blessés, soit le tiers des effectifs engagés.

La situation des forces républicaines devenait très inquiétante. Le chef de bataillon Clarke, passé à l'ennemi, avait renseigné le général Grey, commandant les forces anglaises, et l'avait incité à offrir à Victor Hugues des conditions de capitulation honorables.

Du côté français, le général Aubert était prêt à les accepter.

Les pertes au combat et les ravages de la maladie avaient réduit de moitié sa petite troupe.

Le commissaire Chrétien et les généraux Cartier et Rouyer venaient de mourir.

Les blancs et les noirs ralliés à Victor Hugues n'étaient encore ni nombreux, ni instruits. Bref, il n'était pas possible de contre-attaquer avec des chances de succès.

Ajoutons que les batteries anglaises du morne à Savon et de Saint-Jean pilonnaient Pointe-à-Pitre en y causant d'énormes dégâts.

Leissegues avait dû abriter ses frégates en les entourant de navires marchands, mais cette protection était insuffisante.

Pourtant, Victor Hugues ne voulait pas entendre parler de capitulation.

« Je ne remettrai rien à ces coquins d'anglais, disait-il, ils n'auront que des cendres ».

Dans la soirée du 1^{er} juillet, le tir des batteries anglaises fut encore plus violent que d'habitude. Des boulets écrasèrent l'escalier de la maison de Victor Hugues. Celui-ci dut descendre de l'étage à l'aide d'une corde. Avec Boudet et Leissegues, le commissaire partit se réfugier au morne à Caille (au-dessus de Darboussier).

Vers 2 heures, le tir cessa et chacun alla se coucher, mais deux colonnes anglaises parties de Mascot, arrivèrent vers 3 heures du matin à hauteur des avant-postes. Les Archives nationales conservent un rapport du citoyen Bruguière qui relate le début de l'affaire en ces termes :

« Une heure avant le jour, les Anglais qui approchaient par les derrières de la Point-à-Pitre, lancèrent plusieurs fusées pour avertir les leurs de cesser le feu sur la ville et, à l'instant, un avant-poste français fut attaqué et égorgé. C'était dans la partie même où se trouvait Victor Hugues et les chefs mili-

taires. Alors, le chef de bataillon Boudet porta sur le passage son adjudant-major Paris (aujourd'hui général de brigade, commandant à la Guadeloupe) avec deux canons placés seulement sur des rouleaux ; celui-ci laissa avancer les Anglais jusqu'à brûle-pourpoint et tira sur eux avec tant d'à-propos et de succès qu'il retint la colonne ennemie assez de temps pour permettre la réunion qu'on était convenu de faire sur le morne du gouvernement, laquelle fut de deux cents hommes environ ».

Au morne du gouvernement (1), Victor Hugues retrouva le général Aubert dont le moral était fort bas. Il reprocha au commissaire de vouloir sacrifier inutilement ses troupes. Victor Hugues se fâcha, lui cria : « Tu es un lâche ! » et lui arracha ses insignes de général.

Mais, reprenons le récit de Bruguière :

« Les Anglais entrèrent dans la ville sur trois différents points, ils étaient conduits par les émigrés du pays et leur cri général était de n'épargner personne. Ils éprouvèrent un feu très vif de la part des Français réfugiés sur le morne ; mais, deux pièces de canon qu'ils braquèrent contre ce misérable fort firent beaucoup de mal et détruisirent une grande partie de ceux qui le défendaient. Dans ce pressant danger, une seule voix s'éleva pour proposer la capitulation (2). Non, dit Victor Hugues, défendons-nous et mourons ».

Les Anglais, entrés en ville, avaient envahi toutes les rues et progressaient en diverses directions.

Sur le chemin des Abymes, à la sortie Nord de Pointe-à-Pitre, le capitaine Bergniol (3) entendit l'ennemi arriver dans son dos. Retournant son canon et le chargeant à pleine mitraille, il ouvrit le feu, bloqua les Anglais et les obligea à faire demi-tour.

Peu au même moment, la canonnière du capitaine de vaisseau Conseil dirigea son tir sur un quartier que l'ennemi paraissait occuper.

Un projectile atteignit un dépôt de poudre qui sauta en entraînant la mort de nombreux Anglais et aussi de civils dont la famille du général Aubert.

(1) Petite élévation située à l'emplacement actuel du Palais de Justice et servant alors de cantonnement principal aux troupes.

(2) Celle d'Aubert.

(3) Qui, selon certaines sources, n'était encore que sergent.

Dans son « Histoire de la Guadeloupe », Auguste Lacour écrit à ce sujet :

« Ainsi, l'infortuné général Aubert, à la même minute, avait perdu tous les objets de ses affections et avait vu flétrir, souiller son honneur et sa réputation ».

Le jour commençait à paraître quand l'explosion du dépôt se produisit et fit croire aux Anglais que la ville était minée.

Rien de tel pour semer la panique dans une troupe. Sortant des rues pour se réfugier sur la place Sartine, l'ennemi s'y entassa en désordre et subit alors le feu des navires mouillés dans la darse.

En même temps, dévalant du morne du gouvernement, quelques dizaines de Sans-culottes, conduits par Boudet et Pelardy, contre-attaquèrent si vivement que les Anglais s'enfuirent vers le morne Mascot en laissant sur le terrain au moins cinq cents tués ou blessés et près de trois cents prisonniers.

La défense avait perdu deux cents à trois cents hommes, mais sortait victorieuse de cette terrible épreuve.

Aussitôt, Victor Hugues rebaptisa la place Sartine en lui donnant le nom de place de la Victoire.

L'ennemi, rentré à Mascot, tenta d'attaquer le fort Fleur-d'Épée dans la nuit du 3 au 4 juillet mais, vigoureusement repoussé, il abandonna la Grande-Terre et rembarqua au Gosier le 5 juillet en sauvant avec ses restes, un assez grand nombre de contre-révolutionnaires.

Telle fut la plus grande bataille que vécut Pointe-à-Pitre et qui permit à Victor Hugues de consolider sa position en attendant de poursuivre avec la même détermination, la reconquête de toute la Guadeloupe.

V. — *L'intermède d'été* (5 juillet-26 septembre)

Dans sa lettre adressée à la Convention et datée du 22 juillet, cinq jours avant la chute de Robespierre, Victor Hugues relate la bataille de Pointe-à-Pitre où, écrit-il, « on se battit comme aux Thermopyles ».

Il est certain que la victoire ne fut acquise que grâce à l'ardeur, au courage et à l'esprit d'initiative qui animèrent les soldats de la Convention.

Mais, depuis un mois, la petite troupe avait perdu en tués ou blessés près de sept cents hommes sur environ mille cinq-cents. Il fallait la reconstituer en incorporant des blancs du pays, des mulâtres et surtout des noirs auxquels la liberté venait d'être accordée.

Dans la lettre citée plus haut, le commissaire Hugues écrit :

« J'ai pris le parti de former trois bataillons dans lesquels j'ai amalgamé tous les Sans-culottes. Ce mélange a produit le meilleur effet possible sur l'esprit des ci-devant esclaves. Je leur ai accordé la même paye que les troupes de France dans les Colonies. Ils s'exercent deux fois par jour et sont fort adroits au maniement des armes. Ils sont infiniment flattés d'être traités comme nos frères les Sans-Culottes et ces derniers ont pour eux tous les égards possibles, fruit de mes exhortations fraternelles. Mais, je dois dire au comité de Salut Public que les noirs seuls, sans européens, ne se battraient jamais bien ».

Il ne faudrait pas trouver dans cette dernière phrase une autre interprétation que le souci qu'avait Victor Hugues de contrôler étroitement tout ce qu'il entreprenait.

Connaissant insuffisamment les hommes du pays, qu'ils soient blancs ou noirs, il n'avait confiance qu'aux européens venus avec lui.

« Je ne puis que me féliciter d'avoir affaire à de pareils hommes, écrit-il, soldats, matelots, officiers, enfin, toute l'expédition venue d'Europe, nous vivons en frères. Rien n'a encore troublé cette harmonie ».

Dans une lettre du 23 juillet, adressée au comité de Salut Public, il demande des promotions pour la plupart de ses collaborateurs en spécifiant :

« Soyez assurés que je ne suis pas d'un caractère à prodiguer les bienfaits de la Nation ».

Il demande aussi des drapeaux et des cocardes pour les nouveaux bataillons et les nouveaux citoyens, car, écrit-il, « Ce sont de petits stimulants qui produisent de grandes choses ».

Victor Hugues pensait à tout.

Ayant commencé à reconstituer et même à renforcer ses forces militaires, il ne perdit aucune occasion pour faire de la Grande-Terre la base logistique de sa future offensive.

Ne pouvant pas utiliser le port de Pointe-à-Pitre bloqué par les Anglais, il remit en activité celui du Moule pour com-

mercier avec les neutres, vendre du sucre et acheter des vivres, des armes et des munitions.

Un de ses agents, installé à Saint-Barthélemy, servait d'intermédiaire.

Les Anglais et leurs alliés contre-révolutionnaires mirent moins de soin et d'empressement à se préparer à la deuxième phase de la bataille.

Ils crurent que la mauvaise saison (1) les mettrait à l'abri de toute attaque et qu'ils pouvaient renvoyer en Martinique la plus grande partie de la flotte qui les soutenait.

Se fortifiant au camp de Berville (Houelbourg), ils se contentèrent de poursuivre le bombardement de Pointe-à-Pitre où aucune maison restait intacte, mais ces tirs n'avaient plus beaucoup d'effet car Victor Hugues disposait de toute la Grande-Terre pour reconstituer ses forces.

Dans une lettre datée du 9 Thermidor (27 juillet), jour de la chute de Robespierre, il écrit que la canonnade continue « mais nous y sommes si fort habitués, ainsi qu'à leurs bombes, que nous comptons cela pour peu de chose ». Il ajoute que, selon certains renseignements, les Anglais se prépareraient à attaquer, mais, ajoute-t-il, je n'attendrai pas qu'ils viennent « car nous irons les chercher ».

VI. — *La deuxième phase de la reconquête.*

(26 septembre-10 décembre)

Après la mort d'Aubert succédant à celle de Chrétien et des autres généraux, Victor Hugues avait redistribué les insignes de grade. Le capitaine d'artillerie Pelardy fut nommé général. C'était, en effet, un officier de grande valeur, très instruit, expérimenté et courageux. Boudet fut également nommé général et Paris lieutenant-colonel. D'un peu partout, les « patriotes » qui avaient dû fuir la Guadeloupe y revenaient pour reprendre la lutte tandis que, de l'autre côté de la rivière Salée, les émigrés « royalistes » conduits par M. de Richebois, renforçaient le camp des Anglais.

Pelardy, successeur d'Aubert, avait conçu un plan audacieux pour s'emparer de la Guadeloupe proprement dite.

(1) L'hivernage (15-7 au 15.10).

L'ATTAQUE du CAMP de BERVILLE

(27 Sept 10 Oct 1794)

0 1 2 3 4 5 km

L'attaque devait se faire suivant trois directions :

— de front, en franchissant de vive force la rivière Salée, à l'aide d'un pont flottant (chef de bataillon Bures).

— par le Nord, en traversant en barques le Grand Cul-de-Sac, de Petit-Canal au Lamentin, puis en se rabattant sur Baie-Mahault (général Boudet).

— par le Sud, en traversant le Petit Cul-de-Sac pour atterrir à Goyave, s'emparer des dépôts de Petit-Bourg et donner main forte aux autres colonnes (général Pelardy).

Ce plan multipliait les risques, car la traversée des deux culs-de-sac pouvait être contrariée par la tempête ou défendue par les frégates anglaises. De nuit, le danger était moindre vis-à-vis de l'ennemi mais l'obscurité pouvait faire perdre la route et jeter les embarcations sur les récifs. Enfin, l'attaque frontale, débutant par un franchissement difficile, présentait aussi les plus grands risques.

Il est certain que Pelardy avait tout mesuré et qu'il comptait sur l'effet de surprise ainsi que sur l'ardeur de ses troupes pour compenser les désavantages du terrain.

La discipline sévère qui régnait dans le camp de Victor Hugues permettait de préserver le secret de l'opération alors que, dans l'autre camp, des bavardages continuels, recueillis par les agents de Hugues, au sein même des conseils, apportaient de précieuses indications sur le dispositif ennemi.

D'un côté, un état de siège rigoureux protégeait les préparatifs républicains, de l'autre, un grand relâchement annonçait déjà la défaite des Anglais.

Dans la nuit du 26 au 27 septembre, l'attaque fut déclenchée conformément au plan de Pelardy.

Partout elle réussit.

Au Nord, Boudet traversa le Grand Cul-de-Sac sans être inquiété par la frégate anglaise mouillée à Baie-Mahault. Il est vrai que celle-ci n'avait pas son pilote pour manœuvrer dans les chenaux et qu'elle n'osait pas s'y risquer seule.

Les onze bateaux et les quinze pirogues de Boudet arrivèrent à la baie Cercelle et y débarquèrent leurs passagers sans rencontrer de résistance.

L'avant-poste royaliste, commandé par Richebois, avait reçu l'ordre de se repier sur l'habitation Paul (1).

(1) Destrellan.

Au centre, Bures avait amené de nuit un pont flottant puis, après avoir démasqué une batterie pour soutenir son attaque, il s'était lancé d'un seul bond sur l'avant-poste royaliste de la rivière Salée, commandé par M. de Vermont.

Celui-ci était en train de se replier sur le camp de Berville, si bien que Bures put joindre la colonne de Boudet vers Baie-Mahault.

Au Sud, Pelardy, débarqué à Goyave, s'était emparé des dépôts de Petit-Bourg. L'ennemi, complètement surpris, venait d'abandonner la batterie de la Pointe-à-Bacchus où Pelardy trouva les canons prêts à tirer et les retourna aussitôt contre les navires anglais. Le succès était complet et dépassait même toutes les espérances. Le 27 au soir, tous les avant-postes et les dépôts avaient été pris, il ne restait qu'à s'emparer du Camp de Berville.

Ce camp occupait toute la partie Sud de l'isthme guadeloupéen et se trouvait protégé par de larges couloirs de forêt inondée (mangrove), la flotte anglaise pouvait le soutenir et le ravitailler en mouillant au fond du petit Cul-de-Sac, seul l'accès par l'Ouest était moins bien défendu.

Le 28 septembre, les républicains installèrent un canon à Bellecour et commencèrent à bombarder le camp.

Le lendemain, sur l'ordre de Victor Hugues, les deux colonnes de Boudet et de Bures attaquèrent la face Nord-Ouest du camp de Berville mais se heurtèrent à une très vive résistance, notamment de la part des royalistes commandés par Druault et Vermont. Cernés dans une clairière, elles perdirent quatre cents tués et blessés et durent se replier.

Les archives conservent un rapport du commissaire Lebas (2) qui relate cette affaire :

« Le 10 Vendémiaire, la colonne de la ville (Bures) et celle du général Boudet réunies, attaquèrent le camp retranché de l'ennemi, nommé le camp Berville... Le combat fut des plus opiniâtres et des plus sanglants, les redoutes étaient les unes sur les autres, le terrain, rapide et désavantageux, était défendu par une nombreuse artillerie ; nous eûmes quatre cents hommes tant tués que blessés dont trente officiers d'un mérite distingué, parmi lesquels était le brave Boudet qui avait eu l'épaule traversée par un biscayen. Le combat conti-

(2) Arrivé ultérieurement dans la colonie pour partager le pouvoir avec Hugues.

nuait avec acharnement sous les ordres du lieutenant-colonel Paris. Il était sur la seconde redoute de l'ennemi, il y en avait trois à emporter, lorsqu'il fut ordonné à ce valeureux jeune homme de faire retirer les troupes. Quelque désastreuse que fut cette journée, elle couvrit de gloire l'armée de la République. On ne montra jamais tant d'héroïsme et de valeur ».

Les Anglais auraient dû profiter de cette affaire pour rompre l'encerclement et s'échapper de leur camp devenu une souricière, mais le général Graham qui les commandait manquait de résolution. Malgré les demandes pressantes de Richebois, il interdit toute sortie, ne voulant pas abandonner ses blessés et craignant sans doute qu'ils soient massacrés sur l'ordre de Victor Hugues dont il redoutait la cruauté.

Pelardy n'avait pas tardé à rétablir la situation à son profit.

Ayant posté une nouvelle batterie à Bellecour et une autre à la rivière du Coin, il fit tomber sur le camp de Berville un déluge de boulets et de bombes qui y causèrent beaucoup de pertes.

Au lieu de réagir, les Anglais se terrèrent comme s'ils étaient déjà vaincus. Leur flotte ne leur apporta aucun secours. Seuls, les royalistes combattaient avec l'énergie du désespoir.

Graham leur avait promis de ne pas capituler sans obtenir pour eux les mêmes conditions honorables que pour ses propres soldats.

Le 6 octobre, perdant patience, Victor Hugues adressa ses exigences au général anglais. Celui-ci devait se rendre dans les quatre heures. L'émissaire envoyé par Graham obtint que les troupes anglaises pussent se retirer à bord de leur flotte mais ne réussit pas à sauver de la même façon leurs alliés royalistes, à l'exception de vingt-deux d'entre eux. Confiant dans la parole de Graham, les royalistes s'étaient laissés désarmer. Ils furent livrés à la vengeance de Victor Hugues. Tandis que mille quatre cents Anglais évacuaient le camp de Berville, pour rejoindre leurs navires, près de neuf cents royalistes tombèrent aux mains des républicains. Trois cent soixante-trois furent conduits au morne à Savon pour y être fusillés, cent-quarante envoyés à la guillotine de Pointe-à-Pitre et trois cent soixante-deux jetés en prison. Parmi ces derniers se trouvaient trente-six femmes et tous les noirs. Les hommes de couleur libres, au nombre d'une centaine, avaient subi le sort des blancs.

Quelques dizaines d'évadés, cachés dans la mangrove, furent vite repris et exécutés.

Suivant un état dressé par le citoyen Villegegu, chef principal des bureaux civils et bras droit de Victor Hugues pour l'administration, les vivres, armes, munitions et matériels divers saisis à Petit-Bourg, Berville, Morne à Savon et Saint-Jean, comprenaient principalement :

- 461 barils de farine ;
- 357 barils de salaison ;
- 200 bêtes à cornes ;
- 150 chevaux ;
- 31 pièces d'artillerie ;
- des centaines de fusils et de pistolets ;
- 6514 boulets de tous calibres, etc...

Il y avait de quoi tenir un siège avec, comme nous l'avons noté, des effectifs importants et supérieurs à ceux dont disposait Victor Hugues. En plus, toute une flotte aurait pu intervenir et il restait à Basse-Terre une garnison anglaise de huit cent soixante hommes qui, en deux jours, pouvait secourir le camp de Berville ou faire une opération de diversion. Vraiment, l'attitude des Anglais ne peut s'expliquer que par l'effondrement de leur moral. Ils refusèrent de combattre et, dans leur lâcheté, abandonnèrent honteusement leurs alliés.

La nouvelle du désastre de Berville provoqua la panique dans toute la Guadeloupe proprement-dite. Un grand nombre d'habitants avec leurs familles et leurs esclaves cherchèrent à fuir la colonie. Heureusement pour eux, la colonne républicaine conduite par Pelardy n'arriva devant Basse-Terre que le 14 octobre. Entre-temps, quelques navires avaient pu transporter la plupart des fuyards. D'autres se cachèrent dans les bois mais y furent traqués, pris et souvent exécutés sans jugement.

Les Anglais de Basse-Terre, commandés par le général Prescott, s'enfermèrent au fort Saint-Charles où ils disposaient d'une puissante artillerie (soixante-seize pièces et des munitions en abondance).

Par contre, Pelardy n'était arrivé qu'avec deux canons de campagne.

Ayant établi son poste de commandement à l'habitation Vermont, soit environ à 1.200 mètres au-dessus du fort, il fit placer ses troupes en demi-cercle, face à la mer, et commença à préparer des emplacements de batterie. Le 20 octobre, les

premiers canons installés ouvrirent le feu sur le fort mais Pelardy tomba malade et dut céder son commandement à Boudet. Il s'en suivit un ralentissement des opérations car il ne semble pas que Boudet ait montré autant de zèle et de ténacité que son prédécesseur pour organiser le siège du fort Saint-Charles.

Le 25 novembre, Pelardy put reprendre son poste et activer la préparation de l'assaut final. De violents duels d'artillerie s'en suivirent mais, dans la nuit du 10 au 11 décembre, les Anglais abandonnèrent le fort par la poterne du bord de mer (1) et embarquèrent sur sept vaisseaux et quatre frégates venus les secourir.

Victor Hugues qui venait d'installer son quartier général à l'habitation l'Espérance fut réveillé dans la nuit par un messager porteur de cette nouvelle. Aussitôt, il convoqua sa musique et lui fit jouer le « ça Ira ».

Puis, il se rendit au fort où les dégâts étaient importants.

Selon le commissaire Lebas (2) : « Le feu a été si bien dirigé que cette forteresse ne présente aujourd'hui qu'un amas de décombres et de ruines ».

Pelardy note, de son côté :

« Les batteries du fort étaient presque hors d'état de tirer et le général Prescott craignait avec raison d'être pris d'assaut ».

L'ennemi laissait au fort Saint-Charles, baptisé par lui fort Mathilde, soixante-seize pièces d'artillerie, vingt mille boulets, huit cent cinquante-quatre fusils et des vivres en quantité.

En visitant les lieux, Victor Hugues aperçut la tombe du général anglais Dundas, prédécesseur de Prescott, décédé au début de la campagne.

Dans sa haine contre l'Angleterre, il ordonna d'ouvrir la tombe, d'en sortir la dépouille de Dundas et de la jeter à la voirie. Ce qui fut fait.

Cet acte de barbarie était dans le style de Victor Hugues. Il ne fallait pas demander au commissaire de la Convention et à l'ancien accusateur public de se comporter en « gentleman ».

(1) Appelée depuis lors la poterne Prescott.

(2) Dans une lettre datant vraisemblablement du début de l'année 1795.

VII. — *Suites de l'affaire et conclusion.*

Toute la Guadeloupe et ses dépendances (1) étaient tombées aux mains de Victor Hugues.

Celui-ci établit un régime dictatorial sans se soucier de la politique suivie en France par la Convention thermidorienne, puis par le Directoire.

A Pointe-à-Pitre, une « commission militaire » et un « comité de surveillance révolutionnaire » furent mis en place pour mener la répression et fournir à la guillotine un bon nombre de victimes.

Dans les paroisses, les municipalités élues restèrent soumises au contrôle d'un commissaire dépendant directement de Victor Hugues.

Tout manquement, toute faiblesse ou même toute tiédeur vis-à-vis des directives du nouveau régime, était sévèrement sanctionné. On trouve aux archives des billets de Victor Hugues adressés à ses commissaires où les menaces de mort sont fréquentes. La Guadeloupe vécut sous la « Terreur » jusqu'en 1796. Par la suite, le commissaire Hugues, marié avec Mlle Jacquin d'origine créole (2), s'occupa moins de répression que de guerre de course. Il arrondit sa fortune par la dot de sa femme et par ses bénéfices qui lui procurait sa flotille de corsaires.

Depuis janvier 1795, il avait reçu deux collègues pour diriger avec lui le gouvernement des Iles du Vent. Le premier nommé Goyrand, présentait trop de qualités pour que Victor Hugues supporta sa présence. Il l'envoya reconquérir Sainte-Lucie. Le second, nommé Lebas, était assez terne et sans prétention pour être toléré.

Finalement, le Directoire rappela le commissaire Hugues en 1798 pour lui donner l'année suivante, le gouvernement de la Guyane avec le titre d'agent.

En 1809, une expédition comprenant des Anglais, des Espagnols et des Portugais vint attaquer Cayenne et obligea Victor Hugues à capituler.

De retour en France, l'ancien jacobin servit avec empressement l'Empire puis la Restauration des Bourbons. Comme on s'en étonnait, il répondit qu'il avait toujours été loyal vis-à-vis du régime en place.

(1) A l'exception de Saintes, solidement défendues par les Anglais.

(2) Dont les sœurs épouseront Boudet et Paris.

Après un nouveau séjour en Guyane comme simple planteur, Hugues mourut en 1826.

La figure de Victor Hugues n'a pas manqué de diviser les historiens. Les-uns admirent sans réserve ses qualités de chef et son patriotisme intransigeant, les autres lui reprochent son orgueil, sa cruauté, ses mœurs détestables, ses propos orduriers, sa mentalité de trafiquant et encore bien d'autres choses. En fait, les qualités du commissaire de la Convention étaient de la même taille que ses défauts.

Victor Hugues était un personnage « hors série » adapté à une période extraordinaire. Il faut le juger dans ce cadre et, notamment dans le rôle qu'il joua en 1794.

Dans un document conservé aux archives et intitulé « Notes particulières sur la conduite et l'administration des agents particuliers du Directoire exécutif aux Iles du Vent », on peut lire :

« C'est le général Pelardy qui a reconquis la Guadeloupe. C'est en vain que Hugues voudrait se parer des plumes du paon... ».

En effet, les opérations militaires furent préparées et commandées par Pelardy. Victor Hugues ne participa vraiment à la bataille que lorsqu'il se trouva encerclé sur le morne du gouvernement dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet. Le plus souvent il demeura assez loin des lieux de combat. D'ailleurs, sa santé chancelante le retenait souvent chez lui.

Cet homme, très énergique, souffrait de maux assez sérieux pour se trouver parfois hors d'état d'exercer ses fonctions. Dans une lettre du 17 juin 1794, il réclame de l'aide se disant prêt « à décéder d'un moment à l'autre ». Il est vrai qu'à ce moment, la mort de Chrétien, de Cartier et de Rouyer causait beaucoup d'émotion au sein de la petite troupe française mais, le commissaire fut encore retenu par la maladie au moment de la reddition du camp de Berville.

S'il ne fut pas toujours aux avant-postes et, s'il laissa à Pelardy le soin de mener les opérations militaires, Victor Hugues n'en fut pas moins l'organisateur de la victoire, l'inspireur de la reconquête militaire et politique, l'animateur de toutes les activités et le défenseur du « moral » de sa troupe. « Défendons-nous et mourons », répondit-il à Aubert lorsque celui-ci lui reprochait de trop tarder à capituler.

Jamais il ne montra la moindre défaillance dans sa volon-

té de chasser les Anglais et les traîtres. Il y employa tous les moyens, y compris les plus cruels.

Il fut un chef craint et respecté. Ses petits yeux gris terrorisaient ses interlocuteurs. Il fut, aussi, un entraîneur d'hommes car, s'il rudoyait ses subordonnés, il savait aussi trouver les mots qui réchauffaient les cœurs.

Plus tard, sa conduite sera moins pardonnable mais, en 1794, il fallait un homme de son espèce, enflammé, exigeant et intraitable pour réussir à reconquérir, à un contre dix, l'île de la Guadeloupe et à en faire la citadelle française des Antilles.

JEAN BARREAU,
*Colonel des Troupes
de Marine.*

ANNEXE

Extrait du recensement de la colonie de la Guadeloupe en 1790 (1)

Quartiers	Population				Sucre-ries	Carrés de cannes	Culture dominante (superficie)
	Blancs	Libres	Esclaves	Total			
Saint-François (BT)	942	327	3.253	4.522	8	387	Canne
Basse-Terre	705	310	3.648	4.663	11	360	Café
Vieux-Fort	319	31	873	1.223			Vivres
Trois-Rivières	421	127	2.418	2.966	10	351	Vivres
Capesterre	315	179	4.918	5.412	19	1.631	Canne
Le Parc (Saint-Claude)	91	29	517	637	1	32	Café
Baillif	231	58	1.968	2.257	9	390	Canne
Habitants	429	77	1.947	2.453	2	90	Café
Bouillante	321	69	2.332	2.122	2	130	Café
Pointe-Noire	339	66	1.452	1.857	3	150	Café
Deshaises	137	54	749	940	2	72	Vivres
Grand Cul-de-Sac (Sainte-Rose)	358	135	2.795	3.888	19	1.041	Canne
Lamentin	477	77	2.833	3.387	20	1.007	Canne
Baie-Mahault	268	98	2.640	3.006	14	920	Canne
Petit Cul-de-Sac (Petit-Bourg)	321	202	2.845	3.368	17	879	Canne
Goyave	130	47	1.361	1.538		393	Canne
Total Guadeloupe	5.804	1.886	36.549	44.239	146	7.833	
Abymes - Pointe-à-Pitre	1.074	242	6.397	7.713	12	822	Canne
Gosier	481	63	4.116	4.660	1	100	Coton
Morne-à-l'Eau	690	107	3.537	4.334	10	629	Café
Mancelinier (Petit-Canal)	418	66	4.470	4.954	43	3.031	Canne
Port-Louis	352	62	3.404	3.818	25	1.900	Canne
Anse-Bertrand	345	59	2.852	3.256	21	1.762	Canne
Moule	929	165	6.603	7.697	25	3.027	Canne
Saint-François (GT)	532	56	3.886	4.474	16	620	Coton
Sainte-Anne	739	136	7.453	8.328	26	2.089	Canne
Total Grande-Terre	5.560	956	42.718	49.234	179	13.980	
Marie-Galante	1.960	217	9.491	11.668	12	843	Coton
Les Saintes	429	28	687	1.144			Coton
Désirade	218	38	689	945			Coton
TOTAL GENERAL	13.971	3.125	90.134	107.230	337	22.656	

(1) Recensement établi le 29 juillet 1790 par le Directeur général du domaine du Roi.